

**REAMENAGEMENT DES ESPACES DE VIE ÉTUDIANTE
ET DE SOCIABILISATION**
MAISON DES ETUDIANTS - PESSAC

DCE – CCTP LOT 00 GENERALITES COMMUNES
REV_MATH_DCE_GEN_E_TN_CCTP_10



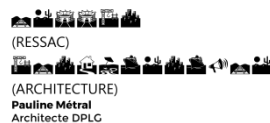
MAITRE D'OUVRAGE UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE



MAITRISE D'ŒUVRE

ARCHITECTE MANDATAIRE // ARCHITECTE COTRAITANT // BUREAU D'ETUDES TCE // ACOUSTICIEN // COORDINATEUR SSI

BUREAU DE CONTRÔLE ALPES CONTRÔLE



SOMMAIRE

1. GENERALITES	4
1.1. PRESENTATION DES INTERLOCUTEURS.....	4
1.2. OBJET DES TRAVAUX	5
1.2.1. Présentation	5
1.2.2. Répartition des lots.....	5
1.2.3. Eléments pour la remise de l'offre	5
2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES	6
2.1. GENERALITES	6
2.2. PLANS D'EXECUTION, DE COORDINATION, DE SYNTHESE	6
2.3. NOTICES	6
2.4. COUT EXPLOITATION MAINTENANCE	6
2.5. CONFORMITE D'ENSEMBLE	6
2.6. CONSISTANCE DE CHAQUE LOT	7
2.7. FOURNITURES	7
2.8. CONTRÔLE ET ESSAIS	7
2.9. GARANTIES	8
2.10. COORDINATION - LIMITES DE PRESTATION	8
3. CONDITIONS D'EXECUTION	9
3.1. CONNAISSANCE DES LIEUX ET SERVITUDE DE PASSAGE.....	9
3.2. RELEVES - ETATS DE LIEUX	9
3.3. TROUS - SCELLEMENTS - INCORPORATIONS	9
3.4. SECURITE INCENDIE.....	9
3.5. SECURITE DES PERSONNES - CONTRAINTES D'HYGIENE	9
3.6. INSTALLATIONS DE CHANTIER COMMUNES	10
3.7. NETTOYAGES	10
3.8. COORDINATION DES ÉTUDES ET TRAVAUX	10
3.9. GESTION DES ECHANGES DOCUMENTAIRES	10
3.10. SYNTHESE.....	11
3.11. LIMITES DE PRESTATIONS.....	11

4. DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX	12
4.1. ACCES AU CHANTIER	12
4.2. LIVRAISON/EVACUATION DE MATERIAUX ET MATERIEL.....	12
4.2.1. Evacuation des gravats	12
4.2.2. Livraisons	13
4.3. COORDINATION / PLANNING.....	13
4.4. HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER.....	13
4.5. NUISANCE SONORE.....	13
4.6. COMPTE PRORATA	13
4.7. RECEPTION	15

1. GENERALITES

1.1. PRESENTATION DES INTERLOCUTEURS

Maîtrise d'ouvrage : UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE
Domaine universitaire,
F-33607 PESSAC Cedex
Tél : 06 67 65 52 00
@ : pmoa@u-bordeaux-montaigne.fr

Architectes ATELIER D'ARCHITECTURE ECOSYSTEME
24 Avenue des Grandes Guiardes
17000 La Rochelle
Tél. : 06 88 51 50 45
@ : charlotte.elkaim.architecte@gmail.com

RESSAC ARCHITECTURE
47D Route des Lacs
33680 Le Porge
Tel : 07 66 21 80 51
@ pauline.metral.architecte@ecomail.fr

Maîtrise d'œuvre : MATH INGENIERIE
10 Allée Jean Dubuffet
33130 Bègles
Tél. : 05 57 59 28 90
@ : secretariat@math-ingenierie.fr

Bureau de Contrôle : ALPES CONTROLES
4 rue Théodore Blanc
33049 Bordeaux
Tél. : 06 71 34 00 79
@ : cmoreau@alpes-controles.fr

Coordinateur SPS : BECS
3 rue du Golf, Parc Innolin
33701 Mérignac Cedex
Tel : 06 98 05 04 52
@ : xavier.ancellehansen@becs.fr

Coordinateur SSI : Philippe BOUTANG
33420 Naujan et Postiac
Tel : 06 18 18 08 81
@ : ph.boutang@betpb.fr

BE Acoustique : EMACOUSTIC
6 rue Claude taffanel
33800 Bordeaux
Tel : 07 62 64 67 13
@ : v.mouton@emacoustic.fr

1.2. OBJET DES TRAVAUX

1.2.1. Présentation

Le projet concerne les travaux de réhabilitation et d'extension de la Maison des Etudiants, sur le site de l'Université Bordeaux Montaigne de Pessac.

Classement : ERP de type R/L de 1^{ère} catégorie. Dernière de commission de sécurité le 8 février 2024.

1.2.2. Répartition des lots

LOT 01	GROS ŒUVRE
LOT 02	MENUISERIES EXTERIEURES
LOT 03	SECOND OEUVRE
LOT 04	MENUISERIES INTERIEURES MOBILIER
LOT 05	SERRURERIE
LOT 06	CVC / PLOMBERIE (Lot en cours de notification)
LOT 07	ELECTRICITE CFO CFA (Lot en cours de notification)
LOT 08	GRADINS ESCAMOTABLES (Lot en cours de notification)
LOT 09	DEMOLITIONS

1.2.3. Eléments pour la remise de l'offre

Lors de la remise de leur offre, les Entreprises doivent prévoir et intégrer, en le signalant si elles le jugent utile, les travaux omis ou imparfaitement précisés, ou complémentaires pour le parfait achèvement des ouvrages suivant les règles de l'art, la réglementation et les obligations habituelles. C'est au titulaire du Marché qu'incombent ces obligations.

Les offres forfaitaires concerneront l'opération dans sa globalité comme dans ses particularités propres. Afin de permettre une meilleure compréhension des travaux à réaliser, outre la décomposition de l'opération, certains aspects singuliers seront pris en compte dans le cadre de l'étude et plus particulièrement ceux cités ci-après :

- Spécificité des architectures existantes et de leur maintien, avec prise en compte de la bonne qualité de certains ouvrages de structure, dans les bâtiments rénovés,
- Difficultés inhérentes à la situation avec spécialement le règlement des problèmes d'accès,
- Choix préalable des techniques, méthodes et matériels à définir à partir des difficultés ci-dessus,
- Qualités thermiques et acoustiques recherchées et adaptées aux types de construction,
- Sujétions diverses d'organisation de chantier, d'installation et d'ordonnancement des travaux,
- Adaptation des structures existantes,
- Respect absolu, avec obligations des justifications par les Entreprises (notes de calculs, plans, etc.) de toutes les exigences réglementaires concernant les équipements divers (thermiques, acoustiques, divers, etc.).

2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

2.1. GENERALITES

Le dossier de consultation, destiné à devenir "dossier marché" établi par la Maîtrise d'Œuvre, définit sans ambiguïté les principes et données de base d'exécution (en particulier à partir du présent C.C.T.P. qui constitue les spécifications techniques détaillées).

Ils déterminent donc les objectifs d'architecture, d'aspect, de confort d'équipements et de qualité d'ensemble ainsi que les éléments techniques de principe destinés à être utilisés pour la mise au point par des plans définitifs de chantier et de recollement.

2.2. PLANS D'EXECUTION, DE COORDINATION, DE SYNTHESE

A partir des plans techniques de principe, l'établissement des documents d'exécution ainsi que celui des plans "comme exécuté" incombe en totalité à l'Entreprise adjudicataire.

La mise au point des plans d'exécution sera effectuée dans le cadre d'un planning d'études permettant les divers circuits d'information, de coordination et d'approbation. Des ajustements seront toutefois prévus au stade du chantier.

Pour les DOE, l'entrepreneur doit prendre en compte l'annexe N°11 de la MOA.

2.3. NOTICES

Parallèlement à l'établissement des plans ci-dessus et dans le cadre du respect du marché et de la conformité aux pièces contractuelles, les Entreprises fourniront à la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage toutes les notices concernant la fabrication, les caractéristiques, le montage et le fonctionnement des équipements, matériels, matériaux à mettre en œuvre.

2.4. COUT EXPLOITATION MAINTENANCE

Les entreprises doivent produire les documents et prestations nécessaire à l'exploitation et à la maintenance des bâtiments.

Dans les CCTP, il est demandé certaines marques de matériaux vis-à-vis de la maintenance de l'Université, afin d'uniformiser et de simplifier la maintenance sur l'ensemble du site. Il est important de respecter ce qui est demandé par l'Univeristé.

2.5. CONFORMITE D'ENSEMBLE

La conformité aux pièces contractuelles est exigée formellement, mais avec équivalences par analogie ou similitude, sous réserve du respect de qualité au moins identique. Toutefois, c'est toujours l'acceptation du Maître d'Ouvrage, après avis du Maître d'Œuvre, qui détermine l'accord définitif en vue de la mise en œuvre. En aucun cas, les Entreprises ne pourront procéder à une modification ou adaptation de leur propre chef.

2.6. CONSISTANCE DE CHAQUE LOT

Tous les travaux et fournitures nécessaires au parfait et complet achèvement des ouvrages, même les travaux non spécialement décrits, doivent être :

- Prévus par l'entrepreneur
- Exécutés conformément aux Règles de l'Art
- Chiffrés dans la proposition forfaitaire

Ils sont implicitement compris dans les prix unitaires de l'offre pour respecter le caractère forfaitaire de la proposition. Sont compris également tous les ouvrages devant concourir à la réalisation des installations, de même que toutes les démarches nécessaires à effectuer.

2.7. FOURNITURES

Les Entreprises sont tenues de fournir des matériaux répondant aux Normes Françaises et les ensembles préfabriqués répondant aux règlements du CSTB ou du CTB.

En ce qui concerne les matériaux ou systèmes non traditionnels, seuls seront acceptés ceux ayant fait l'objet d'un agrément CSTB et dont la validité sera confirmée à la passation du Marché. Si en cours de travaux, l'agrément vient à expiration et n'est pas renouvelé, un nouveau matériau ou système sera proposé à l'accord du maître d'ouvrage.

Dans le cas de renouvellement, toutes les réserves faites par le CSTB seront rigoureusement respectées. Dans le choix d'un autre matériau, celui-ci devra bénéficier d'un agrément dans les conditions ci-dessus. Parallèlement à tout projet d'exécution, les entreprises doivent remettre toutes fiches techniques ou Avis Techniques, justifiant des qualités et provenances des fournitures, en vue de l'accord du maître d'œuvre.

Les entreprises devront réaliser, à titre gracieux, tous les prototypes d'ouvrages qui pourraient leur être demandés par le maître d'œuvre. Les entreprises participant aux travaux devront obligatoirement déposer au bureau de la direction du chantier, les échantillons, modèles et spécimens de tous les matériaux de leurs travaux, ainsi que tous les renseignements les concernant.

Les échantillons fournis deviendront la propriété du maître de l'ouvrage qui pourra les éprouver et éventuellement les détériorer, sans que les entreprises ou leurs sous-traitants soient rémunérés de ce fait. L'exécution de plusieurs échantillons témoins in situ de quelques mètres carrés chacun, sera exigée dans les mêmes conditions pour le choix des teintes de revêtements.

Les marques citées dans le devis descriptif sont à fournir. Si elles sont citées à titre de référence, elles sont suivies de mentions "équivalentes ou similaires".

2.8. CONTRÔLE ET ESSAIS

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les Entreprises devront effectuer, au minimum avant réception, les essais et vérifications figurant sur la liste établie par le COPREC, dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

Liste publiée dans le supplément spécial du Moniteur n° 79.22 bis du 28 mai 1979.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès-verbaux, qui devront être envoyés pour examen au Maître d'œuvre en deux exemplaires.

2.9. GARANTIES

Les ouvrages seront réalisés traditionnellement ou par procédés ayant obtenu un AVIS TECHNIQUE favorable du C.S.T.B. Dans ce cas, ils seront mis en œuvre conformément aux recommandations de cet avis technique.

Dans tous les cas, ils devront être acceptés en Garantie par la Commission du S.T.A.C.

La date de réception portée sur le procès-verbal correspondant est le point de départ :

- de la garantie de parfait achèvement
- de la garantie de bon fonctionnement (ex-biennale)
- de la garantie décennale

Lorsque la réception est assortie de réserves, l'entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'œuvre ou en l'absence d'un tel délai, trois mois avant l'expiration du délai de garantie. Pour tous travaux de réfection résultant de la garantie du marché, l'entrepreneur sera tenu de procéder à la remise en état de la ou des parties défectueuses, y compris sujétions diverses, travaux préparatoires de divers.

Pour les travaux soumis à la garantie décennale, celle-ci résulte des principes des articles 1792 et 2270 du code civil.

2.10. COORDINATION - LIMITES DE PRESTATION

L'entreprise reste seule chargée de l'organisation de ses travaux dans les délais globaux fixés par le maître d'œuvre.

Chaque entreprise devra prendre connaissance des prestations à réaliser par les autres corps de métier quand elles sont en liaisons l'une avec l'autre et respecter les délais d'interventions définis au préalable co-jointement et durant les travaux pour ne pas pénaliser l'ensemble des travaux.

3. CONDITIONS D'EXECUTION

3.1. CONNAISSANCE DES LIEUX ET SERVITUDE DE PASSAGE

Les Entreprises sont invitées, dans le cadre de leur étude avant soumission, à se rendre compte sur place de l'état des lieux. Après signature du marché, mises au point relatives aux obligations et des servitudes résultant de l'utilisation de la voirie existante, les entreprises devront les assumer tant en ce qui concerne la limitation des gênes (charrois, passages, horaires, encombrements) que les nettoyages, remises en état, réfections des chaussées, etc.

Les dégâts causés à la voirie et espaces verts seront réparés à la charge des entreprises. L'entreprise du lot 01 Gros Œuvre en charge des installations de chantier fera procéder avant commencement des travaux à un état des lieux contradictoire, avec constat d'huissier, des ouvrages voisins, susceptibles d'être affectés par les travaux.

3.2. RELEVES - ETATS DE LIEUX

Les entreprises en contrôleront les données. L'entrepreneur doit se rendre compte de l'importance et de la nature des travaux et fournitures à réaliser et suppléer, le cas échéant, par ses connaissances ou son expérience, aux détails du projet qu'il juge insuffisants, inexacts, omis ou mal indiqués, ou contraire aux règles administratives à respecter. Il doit faire, dès son offre, toutes les rectifications éventuellement nécessaires et en inclure les incidences financières dans son prix forfaitaire.

En cas de discordance entre les plans des existants et ceux faisant partie de la phase DCE et les plans techniques ce sont les premières cités qui priment. Avant toute exécution, l'entrepreneur doit vérifier les plans, la désignation des locaux pour lesquels il doit intervenir, ainsi que tous les documents qui lui sont remis.

3.3. TROUS - SCELLEMENTS - INCORPORATIONS

Chaque entreprise procédera à la réservation des trous et des passages, dans les ouvrages qu'elle construit, dans la mesure où les renseignements correspondants et les implantations lui soient fournis sur le plan et en temps utile par les entreprises intéressées. Dans le cas de passages et de trous dans des ouvrages anciens, ils sont à la charge de l'entreprise qui les demande. Tous les scellements seront exécutés par l'entreprise correspondant à l'ouvrage posé. L'utilisation des pointes SPIT ou équivalentes est admise dans la mesure où toutes les précautions seront prises pour éviter les dégradations de conduites encastrées ou de maçonneries.

3.4. SECURITE INCENDIE

Les matériaux et procédés employés devront être conformes à la réglementation concernant la protection contre l'incendie des établissements classés ERP.

3.5. SECURITE DES PERSONNES - CONTRAINTES D'HYGIENE

Les titulaires de chaque lot devront tenir compte dans sa proposition de la loi 93.1418 du 31 décembre 1993 et du décret 94.1159 du 26 décembre 1994 et devra respecter le PGC (plan général de coordination) prévu pour une opération de niveau 2 suivi par un coordinateur SPS ainsi que le décret du 8 janvier 1965 relatif à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers.

L'entrepreneur assurera la protection et la signalisation de ses travaux sans préjudice de toutes les prescriptions légales et réglementaires plus étendues qui pourraient lui être imposées en cours de travaux.

Conformément à la réglementation, un coordinateur de santé et de sécurité sera désigné par le maître d'ouvrage. L'intervention de celui-ci ne modifie pas la nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises et aux autres participants concernant la présente opération.

Ce coordinateur, chargé de la prévention, émet des observations qui lui paraissent nécessaires aux fins de prévenir les risques résultants des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir les moyens nécessaires pour éviter les risques. L'incidence de ces moyens n'étant pas quantifiable a priori, les entreprises devront néanmoins en tenir compte lors de la remise des prix.

Aucun objet ne sera laissé sur les échafaudages et leurs accès inaccessibles durant les heures et les jours non ouvrés.

3.6. INSTALLATIONS DE CHANTIER COMMUNES

L'entrepreneur du lot 01 Gros Œuvre, aura à sa charge les installations de chantier communes à toutes les entreprises.

Il incombera toutefois à chaque intervenant de s'assurer de la fermeture du chantier chaque soir ainsi que la remise en place chaque soir des protections y compris fermeture des installations communes extérieures qui devront être fermées.

3.7. NETTOYAGES

Chaque entreprise aura en charge le nettoyage quotidien de ses zones de travail.

3.8. COORDINATION DES ÉTUDES ET TRAVAUX

Dans le cadre de son propre lot et sous réserve du respect des prescriptions communes, chaque entrepreneur devra assister à toutes les réunions programmées au titre de la coordination, en plus de celles programmées par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage.

3.9. GESTION DES ECHANGES DOCUMENTAIRES

A partir de l'OS, les entreprises fournissent une liste prévisionnelle de documents qu'elle prévoit de soumettre à la validation de la MOE, **sous 15 jours**.

A partir de l'OS, sous 15 jours les entreprises fournissent un planning détaillé de leur intervention, pour compilation par l'**OPC**, ainsi qu'une surface de stockage.

Les entreprises doivent diffuser par voie dématérialisée chaque document **pour validation** à:

- Architectes mandataire et cotraitant
- Bureau d'étude TCE et économiste Math Ingénierie
- Coordonnateur SSI
- Bureau de contrôle
- SPS
- Maître d'ouvrage

Le document est déposé sur la plateforme en ligne dans le dossier du LOT. Un dossier avec une date de dépôt sera créé à chaque dépôt.

Chaque diffusion doit faire l'objet d'une **notification par mail** à TOUS LES DESTINATAIRES listés ci-dessus (sans PJ) dont le titre contient explicitement le nom de l'opération **REVES - MDE** et le numéro du lot et le contenu contient le lien vers le dossier en ligne. Il est conseillé de mettre en copie les entreprises ayant une interface avec l'ouvrage

La MOE a **15 jours calendaires** pour émettre un **Visa**. Le visa sera déposé sur la plateforme, et notifié par mail à l'entreprise.

La codification est la suivante : REVES_L00(lot)_XXXX (début du nom de l'entreprise)_DET(Phase)_XXX(numéro du plan)_indX_Nom du plan
Exemple : REV_L01_ECOS_DET_012_indB_Detail pergola RDC

Les commandes et travaux ne pourront être lancés qu'après un VISA favorable par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage. En cas d'observation ou d'avis défavorable sur les documents présentés par l'entreprise, cette dernière s'engage à y remédier dans les plus brefs délais afin de ne pas pénaliser le planning de travaux.

3.10. SYNTHÈSE

Elle s'effectuera dans les **1 mois qui suivent l'OS**. Sont tenus d'y participer et de fournir des plans, les lots GO, MEX, CVC, PLB, CFO-CFA-SSI.

Les lots SEC, SER, et MIN devront donner leurs contraintes dans la même période. Exemple : réservations de tapis de sol, descente de charge gradins, etc...liste non exhaustive.

3.11. LIMITES DE PRESTATIONS

- Percements pour CVC et CFO-CFA-SSI à charge des lots techniques dans les cloisons et à charge du lot Gros Oeuvre dans le béton ou la maçonnerie.
- Fourniture des bâtis de portes par lot MIN et pose par le lot SEC
- Mise en oeuvre de la jonction acoustique entre façade et cloison vitrée du bureau par le lot MIN.
- Finition (vernis, peinture) des huisseries de portes, et des champs plats par le lot SEC.
- Finition des huisseries de la cloison vitrée doit être d'usine au lot MIN
- Raccordement de tous les équipements (tribunes, menuiserie avec contrôle d'accès) au lot concerné par la pose de l'ouvrage.
- Pose et raccordement du mitigeur des cuisine au lot PLB CVC.

Outre les travaux décrits à la charge du présent lot dans les documents contractuels et sauf stipulations contraires, l'entreprise devra en outre, et en coordination avec les autres lots :

- Recherche de précisions auprès des autres lots
- Fourniture d'informations aux autres lots
- Coordination avec les autres lots
- Tâches induites

4. DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX

4.1. ACCES AU CHANTIER

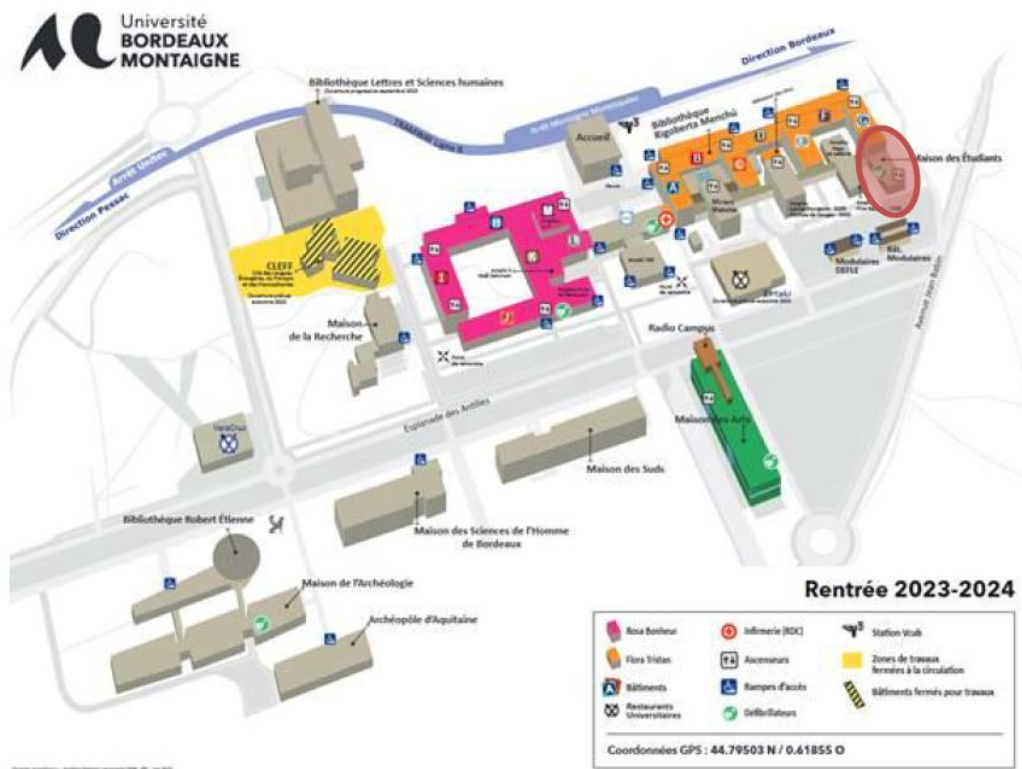
L'accès au chantier se fait depuis l'avenue Jean Babin.

L'accès pompier devra rester libre, et aucune installation ou véhicule ne devront créer d'entraves aux services de secours.

Les entreprises auront en charge le nettoyage commun de ces accès durant toute la durée des travaux.

L'entreprise du lot 01 Gros Œuvre, en charge des installations communes de chantier prendra en charge la signalétique de prévention nécessaire, afin d'informer les usagers du bâtiment G, en cas d'accès temporairement réduit.

Le bâtiment G est accolé au projet, donc il ne faudra jamais leur bloquer l'accès ou la sortie de secours. Les accès au bâtiment G devront être balisés et sécurisés.



4.2. LIVRAISON/EVACUATION DE MATERIAUX ET MATERIEL

4.2.1. Evacuation des gravats

Les gravats issus des opérations de démolition, seront acheminés directement vers l'extérieur par l'issue de secours de l'auditorium.

Durant toutes les opérations d'évacuation des gravats, les sols et les parois des circulations empruntées seront protégés.

A la fin des opérations d'évacuation des gravats, un nettoyage général des circulations empruntées

sera réalisé par l'entreprise titulaire du lot démolition.

4.2.2. Livraisons

Toutes les livraisons se feront par la voie située à l'arrière de la Maison des Etudiants, livraison ponctuel. Ne laisser aucun engin ou benne sur les voies pompiers. Prendre en compte le plan d'installation de chantier.

Pour les voies échelle pompier – se référer à la pièce PC 40A du PC, extrait ci-dessus.

4.3. COORDINATION / PLANNING

Les entreprises établiront tous contacts nécessaires et obtiendront tous renseignements utiles avec les autres intervenants ayant des prestations sur ou à proximité des ouvrages qu'il aura à exécuter.

Les entreprises devront notamment avoir pris connaissance du planning fournis dans le dossier de consultation. Ce planning de travaux sera étayé durant la période de préparation à l'appui des éléments communiqués par les entreprises. Ce planning établi à l'issue de la période de préparation sera signé de toutes les entreprises avant le démarrage des travaux.

Les travaux pourront être réalisés du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00 avec une interruption des bruits bruyants de 12h00 à 13h30.

4.4. HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER

Les Entrepreneurs devront se conformer à l'ensemble des dispositions du Code du Travail, des ERP et des règlements en vigueur à la date d'exécution, l'application de ces dispositions relevant de sa totale responsabilité.

De plus, il devra se conformer à toute disposition particulière locale qui sera jugée indispensable par le coordonnateur sécurité, le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage, en raison d'impératifs locaux.

4.5. NUISANCE SONORE

Les travaux se trouvent au sein de l'Université Bordeaux Montaigne, donc toutes les entreprises devront adaptés leur méthodologies, engins pour réduire les nuisances sonores.

4.6. COMPTE PRORATA

Le lot 01 Gros Œuvre aura en charge la gestion d'un compte prorata avec l'ensemble des entreprises pour la gestion de mise à disposition des installations de chantier communes.

Chaque entreprise est autonome pour la gestion de ses déchets, en respectant le tri 7 flux, et la valorisation des déchets.

Il est demandé aux entreprises une participation au compte prorata à hauteur de 2%.

NATURE DE LA PRESTATION	COMPRIS AU PRORATA	NON COMPRIS AU PRORATA
Gestion du compte prorata		Au lot 01 Gros Œuvre
Constat Huissier	X	
Plan d'installation de chantier et maintien de ce plan		Au lot 01 Gros Œuvre
Panneau de chantier	X	
Signalisation (mise en place, maintien et dépose)		A la charge de chaque entreprise
Clôture et fermeture au droit de la base vie		Au lot 01 Gros Œuvre
Clôture et fermeture au droit des zones de travaux		A la charge de chaque entreprise
Base vie et équipement intérieur		Au lot 01 Gros Œuvre
Entretien de la base vie hebdomadaire	X	
Divers consommable base vie	X	
Nettoyage des accès de chantier	X	
Nettoyage de la zone de travail		Chaque entreprise est responsable de l'évacuation du nettoyage de sa zone de travail.
Bennes et traitement des déchets		A la charge de chaque entreprise
Protection collective		A la charge de chaque entreprise
Alimentation et dépose ELEC base vie		Au lot 01 Gros Œuvre
Alimentation et dépose EU et AEP base vie		Au lot 01 Gros Œuvre
Distribution provisoire et coffrets de chantier ELEC pour les travaux		Au lot 01 Gros Œuvre
Distribution provisoire et coffrets de chantier EAU pour les travaux		Au lot 01 Gros Œuvre
Consommation ELEC - EAU Base vie	X	
Consommation ELEC - EAU Chantier	X	
Nettoyage général de fin de chantier avant réception par prestataire externe	X	
Nettoyage général de chantier si demande par MOE et MOA	X	
Remise en état du terrain en fin de chantier	X	

4.7. RECEPTION

A la fin des travaux, une réception de travaux sera prononcée à l'appui également de la remise des tests, essais et autocontrôle et du Dossier des Ouvrages Exécutés correspondants par l'entreprise.

A l'issue de chaque réception, un procès-verbal de réception sera signé par toutes les parties. Ces procès-verbaux pourront mentionner des réserves mineures, majeures ou bloquantes mentionnées par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage. Pour chaque réserve identifiée un planning de levée de réserves sera indiqué sur le procès-verbal. L'entreprise s'engage à respecter le délai et à informer la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de la levée de ses réserves.